



DANS CE NUMÉRO:

JOURNÉE DE L'ÉGALITÉ SALARIALE

>> PAGE 2

LA TÉLÉVISION LOCALE EST MENACÉE

>> PAGE 2

MALADIES PROFESSIONNELLES

HISTORIQUES CHEZ GE-CANADA

>> PAGE 4

VOLUME 5, NO.7

WWW.UNIFOR.ORG

13 AVRIL 2017



uniforum



Les délégué(e)s au Conseil régional des Prairies brandissent des pancartes pour envoyer un message de solidarité aux membres en grève des sections locales 597 et 1209.

Le Conseil des Prairies: une source d'inspiration et d'éducation

Les délégué(e)s au Conseil régional des Prairies de 2017 se sont sentis inspirés et ont pu recevoir de la formation à l'occasion de l'événement de trois jours tenu à Edmonton, du 5 au 7 avril. Le Conseil s'est concentré sur le combat politique nécessaire pour la justice sociale, la santé et sécurité, et le traitement équitable des travailleuses et travailleurs, et contre l'austérité.

Dans son rapport, Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest, a dit aux 136 délégué(e)s que « tandis que les employeurs font des pressions pour baisser les salaires et les avantages sociaux, et éliminer les emplois de qualité, nous avons aussi le droit de demander des emplois de qualité et stables pour soutenir notre famille et créer des collectivités fortes ».

Joie Warnock a aussi mentionné les nombreuses victoires du combat politique contre les mesures d'austérité

Ford investit au Canada

Un investissement de Ford de 1,2 milliard de dollars à Windsor a été rendu possible grâce au succès des négociations d'Unifor lors des pourparlers avec la compagnie l'automne dernier.

« Unifor avait un objectif en tête lors des pourparlers avec les trois Grands de Detroit : obtenir un investissement dans l'industrie de l'automobile canadienne pour garantir des emplois de qualité pour les prochaines générations, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor, qui était à

>> Suite à la page 2

Début de la deuxième phase du processus du Groupe de travail sur les sections locales

Le Groupe de travail sur les sections locales avait pour mandat de renforcer les sections locales et de resserrer les liens entre les membres d'Unifor.

Des discussions ouvertes ont eu lieu à la grandeur du pays à la fin de 2015 et tout au long de l'année 2016. En ce moment, des réunions de suivi sont organisées pour présenter les mesures que prend le syndicat national pour répondre aux recommandations

et aux besoins des membres et pour déterminer les actions que les sections locales peuvent poser.

« Au départ, lorsque nous avons rencontré les sections locales de la région, les membres reconnaissaient que les possibilités de renforcer les liens communautaires étaient grandes, a affirmé Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. Le groupe de travail a servi de catalyseur

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Les femmes méritent un salaire égal

Le 11 avril, les membres d'Unifor ont porté du rouge pour souligner la Journée de l'égalité salariale – la journée de l'année où les femmes gagnent le même revenu que les hommes ont gagné l'année dernière. En dépit du fait qu'une loi existe sur l'égalité salariale en Ontario et dans cinq autres provinces, les femmes gagnent encore près de 30 p. cent de moins que les hommes au pays, et les travailleuses subissant du racisme ou d'autres formes de discrimination gagnent encore moins. Il est temps d'éliminer l'écart salarial entre les sexes au Canada!

Sachant que les femmes représentent 60 p. cent des travailleurs payés au salaire minimum et 70 p. cent des travailleurs à temps partiel, des membres ont travaillé avec la Coalition ontarienne pour l'égalité salariale afin de réclamer des actions. Éliminer l'écart salarial requiert des investissements dans les services publics et l'application des normes du travail. Des services de garde universels, un salaire minimum vital de 15 \$ et un processus non entravé pour la syndicalisation sont toutes des mesures que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux peuvent prendre pour éliminer cet écart.

Luttez pour l'égalité salariale pour toutes les travailleuses en cliquant sur unifor.org/ecartsalarial.



Uniforum

Service des communications d'Unifor

205 Placer Court, 5e étage

Toronto (Ontario) M5H 3H9

1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

L'élimination d'émissions sportives sur CTV mine la télévision locale

Le télédiffuseur national CTV coupe les émissions sportives locales et d'autres émissions de stations partout au Canada, ce qui discrédite ces stations pour les audiences locales et démontre l'importance d'une intervention urgente afin de régler la crise des médias, selon Unifor.

« Les gens se fient à la télévision locale pour s'informer sur ce qui se passe dans leur collectivité, a souligné Howard Law, directeur du secteur des médias d'Unifor. Ces coupes vont inciter les gens à moins se tourner vers les nouvelles locales. Le CRTC s'apprête à accorder une nouvelle licence à CTV pour la programmation télévisuelle locale, et il devrait porter attention à cette décision. »

Les 18 mises à pied annoncées

à Kitchener, London, Windsor, Calgary et Edmonton suivent une décision semblable prise plus tôt cette année par CTV à Barrie, où la couverture de l'actualité sportive locale a été éliminée en faveur de l'actualité sportive nationale diffusée par CTV.

Compte tenu des autres coupes attendues aux stations de CTV partout au Canada, Unifor demande au gouvernement fédéral d'entamer rapidement l'examen de l'industrie tel qu'annoncé dans le budget du mois dernier.

« Le gouvernement fédéral pourrait prendre des mesures simples pour aider à garantir la viabilité de cette industrie vitale, notamment en modifiant la réglementation et par des mesures fiscales, a affirmé Jerry Dias, président national. Unifor va

continuer à exercer des pressions et participera activement au processus d'examen de l'industrie. »

Un groupe de journalistes et de travailleurs des médias d'Unifor étaient à Ottawa plus tôt cette année pour rencontrer des députés et hauts représentants afin de discuter de la crise des médias. Pour obtenir plus d'information et signer une pétition visant à sauver les nouvelles locales, consultez le site mediaactionplan.ca.



>> Suite de "Ford investit au Canada..." sur la page 1

Windsor au moment de l'annonce.

« Cet investissement montre à quel point de bonnes décisions peuvent être prises pour toute une collectivité quand la voix des travailleurs se fait entendre à la table de négociation. »

La convention collective avec Ford, ratifiée en novembre dernier, réclamait au fabricant d'automobiles d'investir 713 millions de dollars dans ses opérations canadiennes au cours des quatre prochaines années. L'investissement de Ford permettra à son usine de Windsor de devenir une usine de groupes motopropulseurs de classe mondiale, alors que son usine d'assemblage à Oakville sera mise à niveau et un centre de recherche et développement de 500 millions de dollars sera établi.

Le premier ministre Justin



Les gouvernements fédéral et de l'Ontario contribuent chacun 100 millions de dollars dans un investissement de 1,2 milliard de dollars de Ford, à Windsor.

Trudeau et la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, présents également au moment de l'annonce, se sont engagés à verser chacun 100 millions de dollars dans les opérations de Windsor.

« Ces annonces témoignent du dévouement et de l'engagement

des travailleurs chez Ford », a ajouté Jerry Dias.

Pour l'ensemble des trois Grands de Detroit, Unifor a négocié un nouvel investissement de l'ordre de 1,6 milliard de dollars de Ford, Fiat Chrysler et General Motors.

>> Suite de "Le Conseil des Prairies..." sur la page 1

prises en œuvre au Manitoba et en Saskatchewan « Les prochaines années ne seront pas faciles, mais notre syndicat est fait pour emprunter ce chemin de principes, qui n'est pas un chemin facile. »

Ce thème a été repris quand Jerry Dias, président national, a dit être inspiré par la lutte contre l'austérité. Il a aussi rappelé aux délégué(e)s à quel point il est important que le mouvement syndical continue de faire pression auprès de tous les gouvernements. « Des gouvernements prennent des mesures progressistes quand ils subissent des pressions d'organisations progressistes. »

Le gouvernement néodémocrate de l'Alberta était bien représenté par la ministre du Travail, Christina Gray, qui a parlé de l'examen à venir des

lois provinciales du travail. Une délégation de députés, dirigée par le membre d'Unifor et député Eric Rosendahl, a participé à la réception du jeudi soir.

Le sujet de la santé et de la sécurité était à l'avant-plan avec une formation sur les dangers des programmes de sécurité axés sur le comportement, qui permettent aux employeurs d'éviter leur responsabilité en blâmant les travailleur(euse)s. Les délégué(e)s ont aussi été inspirés par l'histoire de survie de Curtis Weber, militant en matière de sécurité et double amputé, à la suite d'une blessure au travail ayant bouleversé sa vie.

Le dernier jour, Steve Tizzard de la section locale 2121 a fait une présentation sur les premiers soins en santé mentale. Le thème a aussi été développé par la conférencière Victoria Maxwell qui a raconté sa propre expérience de maladie



Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest, déclare aux délégué(e)s au Conseil des Prairies que le pouvoir du syndicat provient de ses membres.

mentale et son rétablissement, et Jim Demeray a parlé du travail que fait son organisation, UnderstandUs, pour éliminer les obstacles à la santé mentale.

La présidente du Conseil régional des Prairies, Christy Best, a conclu le Conseil en regardant vers l'avenir. « Nous avons

beaucoup de travail à abattre, a-t-elle souligné. Brad (Wall) et Brian (Pallister) doivent réaliser que nous arrivons avec la pleine force de notre syndicat derrière nous. »

Vous pouvez voir des photos du Conseil à l'adresse [Facebook.com/UniforCanada](https://www.facebook.com/UniforCanada).

>> Suite de "Début de la deuxième..." sur la page 1

pour bâtir notre syndicat. Maintenant, les sections locales déploient d'énormes moyens pour accroître leur participation et travailler étroitement avec leurs consœurs et confrères à proximité. »

Dans tout le Canada, le groupe de travail a recueilli les témoignages des petites sections locales qui peinaient à trouver suffisamment de membres pour former des comités sur l'équité ou planifier des activités, notamment à l'occasion de la fête du Travail.

« L'une des suggestions qui revenaient sans cesse consistait à rassembler les sections locales dans une ville où Unifor est bien implanté pour qu'elles mettent sur pied des comités et des projets ensemble », a indiqué Mme Payne.

Lors de l'une des premières rencontres de suivi organisées dans la région de l'Atlantique, les membres réunis à Saint John, au Nouveau-Brunswick, semblaient prêts à le faire.

« Dans cette ville, nous comptons 11 sections locales qui fonctionnent les unes indépendamment des autres, comme c'est le cas de bien des sections locales, a précisé Mike MacMullin, représentant national. Lors de la réunion, les sections locales ont décidé de former le Conseil de Saint John et de se rencontrer deux fois par année pour renforcer la présence et la capacité d'Unifor à Saint John. » D'autres réunions auront lieu au cours des prochains mois. De plus, un bilan officiel des initiatives du syndicat national sera dressé lors du Conseil canadien, qui aura lieu à Winnipeg en août.

**des
sections
locales
fortes**

Le Conseil canadien a lieu bientôt!

18 - 20 AOÛT, À WINNIPEG

*Les président(e)s devraient inscrire la
délégation de leur section locale en ligne.*

**Inscriptions et renseignements:
unifor.org/ConseilCanadien**





Unifor aide des membres à déposer des demandes d'indemnisation pour maladies professionnelles

Le Jour de deuil national, le 28 avril, reconnaît les travailleuses et travailleurs ayant perdu leur vie en raison d'une blessure ou d'une maladie professionnelle. À l'approche de cette journée, Unifor aide d'une manière active les travailleurs et retraités de GE-Canada à Peterborough, en Ontario, qui ont développé une maladie professionnelle à la suite d'une exposition à des substances dangereuses à l'usine.

À l'heure actuelle, 31 membres d'Unifor ont déposé des demandes d'indemnisation à la Commission ontarienne de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) pour conditions médicales, y compris plusieurs

formes de cancer, ayant fait surface après un emploi à l'usine.

« Unifor a travaillé de façon diligente à recueillir les dossiers et les données scientifiques pour soutenir les demandes d'indemnisation en raison de maladies professionnelles à la CSPAAT, a déclaré Sairanen, directrice du Service de santé, sécurité et environnement. Mais le travail de notre syndicat va se poursuivre parce que toute information sur de nouvelles expositions en milieu de travail pourrait aboutir à remporter des appels sur des demandes rejetées dans le passé. »

Le mois dernier, Unifor s'est joint à la CSPAAT, au ministre du Travail de l'Ontario, au Bureau du

DANS CE NUMÉRO Le Conseil des Prairies se concentre sur le combat politique nécessaire pour la santé, la sécurité et un traitement équitable, et contre l'austérité. Unifor réclame une intervention immédiate pour protéger la télévision locale à la suite d'autres suppressions d'emplois. Ford Canada a annoncé un investissement majeur. Faits saillants de la Journée de l'égalité salariale pour la parité de genre et plus encore!



Unifor aide les travailleurs et les retraités de GE-Canada qui ont développé des maladies professionnelles à l'usine de Peterborough.

conseiller des travailleurs et aux Centres de santé des travailleurs (ses) de l'Ontario, dans le cadre de séances d'information publiques. Les séances ont attiré des centaines d'anciens travailleurs, de même que des membres de leur famille et des résidents de la communauté, pour recevoir des informations sur le processus de réclamation et offrir l'opportunité de déposer de nouvelles demandes. Le comité exécutif de la section locale 524 d'Unifor, dirigé par le président Bill Corp et le représentant aux avantages sociaux, Shawn Menzies, y a

participé également.

« Unifor tend la main aux anciens membres et membres actuels qui ont envisagé ou sont en train de faire de déposer une demande d'indemnisation pour maladies professionnelles, et aussi à ceux qui ont essuyé un refus après avoir fait une demande, a déclaré Joel Carr, représentant national d'Unifor. Le syndicat est ici pour soutenir les membres dans un processus qui pourrait être difficile, en particulier pour ceux qui combattent une maladie en même temps. »